

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
PARTIE1: CONSIDERATION GENERALE DU SECTEUR INFORMEL	5
Chapitre 1 : LES CONCEPTS CLEFS	6
Chapitre 2 : Les caractéristiques du secteur informel	13
Chapitre 3 : Les causes de la prolifération du secteur informel	17
PARTIE 2 : LE SECTEUR INFORMEL A MADAGASCAR : Le cas du petit commerce dans l'agglomération d'Antananarivo	Erreur ! Signet non défini.
Chapitre1 : la place du petit commerce à Antananarivo	25
Chapitre 2 : les catégories du petit commerce et ses caractéristiques	27
Chapitre 3 : les causes de l'augmentation du petit commerce dans la capitale malgache	30
Chapitre 4 : Conséquences de ce petit commerce dans la capitale	33
CONCLUSION	36

SIGLES ET ACRONYMES

AGOA: African Growth and Opportunity Act

ARSEAN: Association des Nations de l'Asie du Sud- Est

BIT : Bureau International du Travail

BM : Banque Mondiale

CA : Chiffre d'Affaires

FMI : Fonds Monétaire International

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

INSTAT : Institut National de la Statistique

ISTEEBU : Institut de Statistique et d'Etude Economique du Burundi

MADIO: Madagascar Dial Instat Orstom

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

OIT : Organisation Internationale du Travail

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

PED : Pays En Développement

PIB : Produit Intérieur Brut

PME : Petites et Moyennes Entreprises

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

SCN : Système de Comptabilité Nationale

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

UPI : Unités de Production Informelle

VA : Valeur Ajoutée

INTRODUCTION

Depuis de nombreuses années, le secteur informel occupe une place essentielle dans les pays en voie de développement (PED) surtout dans les pays Africains. A Madagascar, l'enquête MADIO (1995) sur les « unités de production informelles » (UPI), menée en 1995 dans l'agglomération d'Antananarivo, estime que la capitale compte 123000 UPI, employant 189500 personnes dans les branches non agricole. En Afrique, le secteur informel, plus pesant en milieu urbain, compte entre 45 % et 50%, voir même 95% du volume total de l'emploi dans certaines villes africaines selon les estimations de la Banque Mondiale(BM).

En effet, dans ces pays les emplois sont créés pour la plupart dans ce secteur, qui ne cesse de s'accroître de jour en jour au point de concurrencer le secteur formel. Ce phénomène a pris une telle ampleur en Afrique, que les institutions internationales (la banque mondiale, le F.M.I) ont pris la décision de l'encourager. En effet, dans ce continent la création de petites unités de production fait partie des stratégies adoptées par les ménages pour améliorer leurs conditions de vie. Ainsi, à Madagascar 34,8% des ménages malagasy possèdent au moins une unité de production familiale non agricole.

Le terme « secteur informel » est utilisé pour désigner l'ensemble des secteurs économiques(primaire, secondaire et tertiaire) exerçant des activités qui échappent à l'administration fiscale ayant le caractère non légale(non déclarée) et qui ne sont pas régies par les législations économiques. De ce fait, le secteur informel ne contribue presque pas aux recettes fiscales, alors qu'il compte pour plus de la moitié du PIB. L'estimation de la banque mondiale de la perte de recettes fiscales liée à l'évasion fiscale du secteur informel représente entre 3% à 10% du PIB en Afrique Centrale et de l'Ouest.

Les activités de ce secteur se concentrent essentiellement dans le commerce (marchand ambulant, vente à l'étalage,...) et l'artisanat (les forgeron, les menuisiers,...). Le secteur informel représente une source d'emploi indispensable pour les pays en voie de développement puisque la majorité de la population active dans ces pays y sont employés. Et selon le Bureau International du Travail (BIT), ce secteur fournit 72% des emplois en Afrique subsaharienne avec 93% de nouveau emplois générés (Adigbli, 2008), tandis que le secteur formel n'emploie que 10% des actifs sur l'ensemble du continent (Mbougou, novembre 2012). Mais le développement de ce secteur est néfaste pour la santé économique d'un pays, dans la mesure où ce dernier ne contribue donc pas à alimenter la recette de l'Etat.

Dans les pays Africains, la majorité de la population active sont des jeunes qui voient le secteur informel comme étant la solution face au chômage dans leurs pays. Dans ce sens, ce secteur est devenu une nécessité dans la mesure où il fait vivre la majorité de la population. En effet, étant donnée, le déséquilibre entre la croissance démographique et la création d'emploi, le secteur informel est utilisé comme un échappatoire face au chômage en absorbant le surplus de main d'œuvre qui n'arrive pas à trouver un emploi dans le secteur formel. C'est le cas de Madagascar, où 93% des emplois créés se trouvent dans le secteur informel dont 73,3% sont absorbées par les entreprises informelles agricoles.

Dans ce secteur, les travailleurs ne cesse d'augmenter chaque année malgré, que les conditions de travail soient dure et que la rémunération soit faible et variable. Selon une enquête sur le secteur informel conduite en Afrique de l'Ouest et dont le rapport qui a été publié par l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine), le temps moyen de travail hebdomadaire est d'environ 47 heures avec un salaire horaire de 337 francs CFA.

Ainsi, le temps de travail est plus important dans le secteur informel que dans le formel. De même, le salaire horaire est 5 à 10 fois plus faible que dans le secteur formel. De plus, dans les pays en voie de développement, le taux de chômage est faible puisque une partie de la population exerce un emploi dans le secteur informel d'où la croissance du « chômage déguisé » surtout dans le milieu urbain.

Depuis son apparition jusqu'à maintenant, le secteur informel demeure élevé et subsiste, malgré les efforts que l'administration fait pour régulariser les activités de ce secteur. D'après le BIT (1996), la production du secteur informel au Sénégal intervient pour 52% dans la production intérieure brute totale (PIB), dont 95% dans l'agriculture, 35% dans l'industrie et 50% dans les services. L'emploi dans le secteur informel urbain est passé en 10 ans (1980/1990) de 58 à 77% de l'emploi total.

En générale, la majorité des pays où le secteur informel est important sont des pays pauvres avec une faible taux de croissance. Alors, même si l'on considère ce secteur comme étant un mode de vie ou de survie qui garantit à la population les besoins fondamentaux (nourriture, logement,...), il est indispensable de poser la question suivante : Le secteur informel constitue-t-il un obstacle pour le développement d'un pays ?

Depuis de longue année, le secteur informel a été ignoré ou plutôt négligé par les dirigeants des pays du monde notamment dans les pays Africains et par les institutions internationales. Mais désormais face à sa prolifération, il est devenu difficile de le reléguer au second plan.

Ainsi pour répondre à la question ci-dessus, nous allons émettre deux hypothèses à savoir :

- Le secteur informel est un moyen pour absorber le chômage et contribue à la survie des plus démunis en leur donnant un revenu de subsistance.
- Le secteur informel est une réalité quotidienne accentuée par l'exode rural entraînant l'augmentation de la population urbaine.

Afin d'obtenir les informations nécessaires pour notre étude, nous allons nous appuyer sur les documents existants qui sont déjà à notre disposition (ouvrage, rapport, internet, revue,...).

Et pour approfondir notre étude, nous mettrons deux méthodes à nos dispositions :

- Méthode historique pour connaître l'évolution du secteur informel jusqu'à nos jours.

- Méthode analytique pour analyser les cas des petits commerces à Madagascar.

En matière de développement, le secteur informel est devenu depuis quelque année l'un des priorités majeures de la communauté internationale ainsi que des institutions internationales. Ainsi au Burkina-Faso et au Mali, par exemple, la Banque Mondiale et le F.M.I. se penchent avec attention sur les projets des paysans regroupés au sein des coopératives dont le but est de ramener les activités du secteur informel dans le formel. Ces agents économiques suivent des stages d'initiation aux techniques de gestion à la concurrence et à l'économie de marché. Ces actions peut être expliquer par le poids de ce secteur dans l'économie d'un pays.

Notre travail ci-dessous comportera deux parties :

- ✓ La première partie traitera de la généralité du secteur informel. Dans le premier chapitre , nous nous pencherons sur les différents concepts essentiels et dans le deuxième chapitre nous parlerons du caractéristique du secteur informel et enfin dans la dernière chapitre nous évoquerons les causes de la propagation de ce secteur .
- ✓ La deuxième partie du travail concerne le secteur informel à Madagascar plus précisément le cas des petits commerces dans l'agglomération d'Antananarivo. Dans le premier chapitre, on parlera de la place qu'occupe le petit commerce dans la capitale et ensuite, dans le deuxième chapitre, nous nous pencherons sur les causes de l'augmentation d'un tel commerce et enfin dans le troisième chapitre nous présenterons les conséquences de petit commerce à Antananarivo.

PARTIE1: CONSIDERATION GENERALE DU SECTEUR INFORMEL

Les crises économiques des années quatre-vingt, qui ont frappés les pays développés, ont eu des répercussions direct sur les pays en voie de développement. Et avec l'accroissement démographique des dernières années dans ces pays, on assiste au développement du secteur informel, qui va jouer son rôle d'amortisseur face à l'augmentation du chômage et de la main d'œuvre urbaine.

Comme dans bien d'autres pays d'Afrique, le secteur informel occupe une place très importante dans l'économie du Burundi. Le taux de chômage atteint 21% au Burundi en milieu urbain, en 2007, contre 19% en 2006¹. Selon une étude récente de l'Institut de Statistique et d'Etude Economique du Burundi(ISTEEBU), ce secteur représente 77% du PIB nominal et 90% des emplois au Burundi chaque année sont créés dans ce secteur².

Pour mieux appréhender ce phénomène, nous tenterons d'expliquer en premier lieu les concepts clés : le secteur formel, le chômage, le marché du travail, l'économie informel et le développement et puis en seconde lieu nous présenterons les caractéristiques de celui-ci enfin nous nous pencherons sur les causes de ce phénomènes.

1- ISTEEBU, 2008, p.35

2-ISTEEBU, op.Cit, p.36

Chapitre 1 : LES CONCEPTS CLEFS

Depuis sa découverte jusqu'à maintenant, le secteur informel n'a cessé d'occuper une place importante dans la plupart des pays du monde. Il représente entre un quart et un tiers du PIB dans les pays d'Asie ou d'Amérique latine. Cette proportion atteint 16 % du PIB pour les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) ³. Néanmoins, les caractéristiques et l'importance économique et sociale de ce secteur en Afrique lui confèrent un caractère singulier. Avec son importance, il est donc nécessaire de connaître les notions qui lui sont associés.

Section 1 : Le secteur informel

Le terme « secteur informel »(ou « secteur non-structuré ») tient son origine de la conférence internationale du travail en 1969 mais c'est dans un rapport du bureau internationale du travail(B.T.I) en 1972, sur l'emploi au Kenya que le terme fut son apparition pour la première fois dans un document officiel .

Le secteur informel est un concept que l'on utilise pour définir l'ensemble des activités de production de bien et service qui ont un caractère informel, dans la mesure où ils ne sont pas enregistrés, ni protégés(inexistence de sécurité sociale pour les travailleurs, ni contrat écrite,...).

Selon TREILLET S. le secteur informel est « un ensemble très hétérogène désignant toutes les activités économiques de survie qui ne se rattache pas au champ des entreprises structurées »⁴.Quant-au SCN (Système de Comptabilité Nationale), il reprend la définition de l'OIT de la manière suivante : « le secteur informel peut-être décrit, d'une façon générale, comme un ensemble d'unités produisant des biens ou des services en vue, principalement, de créer des emplois et des revenus pour les personnes concernées »⁵

Mais, dans le langage courant, ce terme est souvent utilisé pour désigner les activités qui ne payent pas d'impôt et procurent un revenu de subsistance

3 - Données évaluées à partir d'un échantillon de 21 pays de l'OCDE. Cf. Schneider F., Klinglmair R. (2004): *Shadow economy around the World: What do we know?*

4 -TREILLET S., « L'économie de développement : de Bandoeng à la mondialisation », Paris 2005, Ed. Armand Colin, Coll. CIRCA, p.210.

5 -OIT, Rapport IV « Travail décent et économie »,90^{ème} session 2002

pour la catégorie de la population la plus pauvre. Selon Institut National de la Statistique (INSTAT) à Madagascar le secteur informel peut être défini comme « l'ensemble des unités de production non constituées en société, qui ne possède pas de numéro statistique (n° Stat) et/ou ne tiennent pas de comptabilité écrite formelle »⁶.

En général, ce sont les plus pauvres qui exercent le plus souvent les activités du secteur informel. Toutes les activités qui ne sont pas englobées dans ce secteur font partie du secteur formel. De nombreux travailleurs du secteur formel exerce des activités dans ce secteur informel pour avoir des revenus supplémentaires. Dans un sens, le secteur informel joue le rôle de réserve de main d'œuvre pour le secteur formel.

Quand on parle du terme secteur informel, il est toujours lié à celui du chômage.

Section 2 : le chômage

Le chômage n'a pas toujours existé mais c'est au 19^{ème} siècle que le terme prend son sens moderne faisant de celui-ci l'un des préoccupations majeures des dirigeants de ce monde. Il peut être défini comme étant la situation d'un individu à la fois sans emploi, disponible et à la recherche d'un emploi. La période sans emploi de cet individu ne doit pas être trop courte (moins d'un mois) ni trop longue (plus d'un an).

La durée du chômage est un indicateur de la fluidité du marché du travail ou de la difficulté d'accès ou de retour à l'emploi. La durée moyenne du chômage à Madagascar en 2012 est de 12,2 mois, soit environ un an. Et il est primordial de faire remarquer que le chômage est un phénomène urbain d'où 3.4% contre 0.7% en milieu rural pour ce pays.

Le chômage peut être comparé au niveau international par le taux de chômage qui est le rapport en pourcentage du nombre de chômeur à la population active⁷. A Madagascar par exemple, en 2012 le taux de chômage au sens

6 -PROJET MADIO, Le secteur informel dans l'agglomération d'Antananarivo, enquête 1-2-3, Décembre 2001

7 - Selon INSEE, la population active est « l'ensemble des individus exerçant ou déclarant chercher à exercer une activité rémunérée ».

du BIT est de 1,3 %. Le chômage est plus important chez les jeunes de 20-24 ans (3,1 %) et chez les universitaires (4,9 %). Les chômeurs ont en moyenne 25,6 ans et ont effectué 7,4 années d'études réussies. On considère, les chômeurs comme faisant partie de la population active.

$$\text{TAUX DE CHOMAGE} = \frac{\text{nombre de chômeur}}{\text{Population active totale} * 100}$$

Le chômage peut prendre différentes forme à savoir :

§- 1-le chômage conjoncturel :

Le chômage conjoncturel est appelé par certain auteurs « chômage cyclique ». Il résulte d'un ralentissement temporaire de la croissance économique provoquant ainsi une réduction temporaire des besoins de main d'œuvre dans l'économie.

§- 2-le chômage frictionnel :

Ce chômage correspond à la période nécessaire à un chômeur pour trouver un emploi qui lui convient. Selon Paul SAMUELSON, ce chômage est celui qui résulte des mouvements incessants des personnes entre les régions et les emplois passant souvent d'un emploi à un autre, soit pour trouver mieux, soit après avoir obtenu un diplôme, soit encore pour avoir changer de ville⁸. Ce type de chômage est considéré comme le chômage involontaire, a dit monsieur DITEND YAV⁹.

§- 3-Le chômage structurale :

Cela résulte d'un changement à long terme dans les structures économiques. C'est le chômage qui est lié aux déséquilibres des changements de structures économiques dans un pays, provoquant une inadéquation qualitative entre l'offre et la demande de travail. L'évolution des qualifications dues aux évolutions techniques conduit à rendre inemployable une partie de la population active qui ne trouve plus d'emplois correspondant à ses qualifications.

8- SAMUELSON P.A., 1987, p.11

9 - DITEND, Y., 2001, p.38

§- 4-Le chômage saisonnier :

Ce chômage concerne certain branches professionnelles dont l'activité varie sensiblement selon les période de l'année.

§- 5-le chômage technique :

Le chômage technique ou le chômage partiel correspond à une suspension ou à une réduction temporaire d'activité, et permet à l'employeur de réduire son horaire de travail ou de cesser son activité sur une période donnée dans des conditions strictes. Ce chômage résulte de l'interruption du processus de production.

Lorsque l'on évoque le chômage, il est toujours accompagné du terme « marché du travail », d'où l'importance de parler de celui-ci.

Section 3 : Le marché de travail

Selon les courants de pensée, le marché du travail peut avoir différents définitions .Selon l'analyse néoclassiques, le marché de travail fait l'objet d'une offre émanant de la population active et d'une demande qui émane des entreprises. C'est la confrontations de ces deux entités qui va établir le prix. Si un déséquilibre(exemple :chômage,...) persiste sur le marché cela peut être expliqué par l'existence de rigidité(exemple : l'existence de salaire minimum,...) qui empêche le retour à l'équilibre de l'offre et de la demande.

Sur le marché du travail, en particulier dans le continent Africain, c'est la question du sous-emploi qui pose problème aux actifs occupés. Ce sous-emploi peut être lié à la durée du travail ou à l'inadéquation de l'emploi.

A propos, du sous-emploi lié à la durée de travail, il touche les personnes qui travaillent moins de 35 heures par semaine et cela de manière involontaire. A Madagascar, ce phénomène touche plus de 10% de la population active et se sont les femmes qui sont les plus touchées avec 11,3% contre 9,9% chez les hommes. Concernant, la situation d'emploi inadéquat, elle fait référence aux travailleurs dont la rémunération est inférieure au minimum garantie par la loi .A Madagascar, le SMIG, en 2012 est de 100 000 Ar par mois.

Après avoir pu parler du marché du travail, nous allons savoir maintenant, qu'est-ce que l'économie informelle ?

Section 4 :L'économie informelle

Dans les pays en voie de développement, l'économie informelle fait vivre une grande partie de la population. Elle est définie comme l'ensemble d'unités de production qui produisent pour le marché et qui ne sont pas enregistrées. Elle est donc définie comme l'ensemble des activités informelles exercées dans le secteur informel. Mais pour J.P. PEEMANS, l'économie informelle en Afrique, « c'est l'économie populaire séculaire qui appartient à un tissu de production existant avant la colonisation, mais qui a été à la fois marginalisée et diversifiée par cette dernière et pendant une bonne partie de la post colonie »¹⁰

ECONOMIE INFORMELLE= activité informelle + secteur informel

De nos jours, on peut différencier trois différentes économies informelles à savoir :

§- 1-l'économie familiale et domestique :

Les principaux travaux de cette économie sont la transformation des achats alimentaires en biens de consommation, les activités de service (jardinage, le ménage, les petites réparations, ...), et les activités de service à la personne. Dans les PED, toutes activités sont presque familiales à cause de l'aide des conjointes dans le travail de son mari et la rentrée tôt des enfants sur le marché du travail.

Selon une étude de l'INSEE (organisme français), « s'il fallait valoriser au prix du marché cette économie familiale, elle représenterait au moins une somme égale aux 2/3 du PIB ». ¹¹ De plus, favorisée par le haut niveau de chômage et le temps libre, cette économie semble en pleine expansion.

§- 2-L'économie conviviale :

Ce phénomène est plus récent et elle est constituée par les activités d'entraide, d'animation sociale et de loisirs hors de la famille, ne donnant pas lieu à une quelconque rémunération au sens de l'économie formelle. Les principaux travaux

10 -J.P. PEEMANS, 1997, p.109

11 -INSEE, Novembre 1989, « Economie et statistique », WILLARD Jean-Charles, Volume 226, N°226, pp 35-51

réalisés dans le cadre de l'économie conviviale sont : les services rendus à des voisins ou à des personnes âgées ou handicapées ; la production de petits objets et d'aliments vendus lors de fêtes et coup de main à leur organisation ; la participation gratuite à l'organisation et au déroulement d'activités culturelles, syndicales ou politiques.

§- 3-L'économie souterraine ou clandestine :

C'est l'ensemble des activités économiques qui échappent plus ou moins totalement au contrôle légal, fiscal et statistique de l'Etat. L'existence d'une importante économie souterraine est avant tout le signe d'un dysfonctionnement grave de l'économie formelle ou des services publics de l'État. Le dysfonctionnement peut être caractérisé par : la lourdeur de la pression fiscale qui pousse les entreprises à fuir l'impôt en créant des activités informelles ; la lenteur des règles administratives qui décourage toute initiative d'investissement; la réglementation sociale sur le salaire minimum, les allocations familiales, ou les charges parafiscales; et l'ouverture des frontières à la concurrence du marché mondial.

Cette économie regroupe trois formes d'activités très différentes :

- ✓ l'économie souterraine générée par le travail au noir ;
- ✓ l'économie générée par les délits économiques ;
- ✓ l'économie générée par les activités criminelles

Mais, ces différentes économies ont des points communs à savoir :

- elle échappe aux règles économiques et sociales, et à l'intervention de l'Etat ;
- elle ne donne lieu à aucun prélèvement obligatoire que ce soit fiscal ou social ;
- et elle fausse le jeu de la libre concurrence par rapport aux activités légales, soit du fait de leur propre activité (travail au noir), soit du fait de l'intégration des sommes provenant d'activités délictuelles ou criminelles, cherchant à réinvestir comme le blanchiment d'argent.

Il est impossible de parler de secteur non structuré sans évoquer la notion de développement d'où le rubrique suivant.

Section 5 : Le développement

François PERROUX (1961) a défini le développement comme « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rend apte à faire croître cumulativement et durablement ses produits réels et globaux ». Cette définition implique deux faits importants à savoir qu'une croissance peut se réaliser sans forcément avoir de développement et que ce phénomène est un processus de long terme ayant des effets durables.

Mais d'une manière simple, on peut définir le développement comme l'ensemble des changements qui entraînent des effets positifs sur l'économie et la population (amélioration du niveau de vie, enrichissement de la population, ...). C'est donc un processus de satisfaction des besoins. Le terme « développement » est toujours associé à celui de progrès.

Pour mieux cerner, le phénomène de secteur informel, nous nous sommes penchés sur des termes importants à savoir : le secteur informel, le chômage, le marché du travail, l'économie informelle et le développement mais maintenant nous allons parler des caractéristiques de ce secteur.

Chapitre 2 : Les caractéristiques du secteur informel

D'après une étude de l'OCDE, le secteur informel emploie plus de la moitié de la population active mondiale, soit 1,8 milliard de personnes. Et selon le Bureau International du Travail (BIT)¹², ce secteur désigne « l'ensemble des petites entreprises individuelles non capitalistes où se développent les activités créatrices de revenu ».

Cette définition repose sur les critères suivants :

- Facilité d'accès;
- Utilisations par les entreprises des ressources locales;
- Technologies à forte intensité de main d'œuvre;
- Propriété familiale des entreprises;
- Petites échelles des opérations;
- Marchés de concurrence non réglementés; et
- Qualification acquise hors du système scolaire officiel.

Section 1 : Les caractéristiques générales

Le secteur informel regroupe des agents économiques qui échappent toujours au recensement officiel des opérateurs économiques dont les activités ne sont soumises à aucune réglementation. Mais, cela ne signifie pas que tous les UPI ne sont pas déclarés.

C'est le cas par exemple, à Madagascar où l'enquête MADIO (1995) montrait que, dans l'agglomération d'Antananarivo, 18,9% des UPI étaient enregistrées auprès des services de la « *Patente* », et 15,4% détenaient la « *Carte Rouge* » en 1995. Pour la plupart, les activités du secteur informel sont exercées par des entreprises familiales.

12 -BIT, Rapport BIT, 1972

Et le manque de qualification ne présente à n' aucun cas un obstacle pour ceux qui désire y travailler et cela semble même être l'un des raisons de la facilité d'entrée dans ce secteur. Dans le secteur informel, on n'a pas besoin de grand capital pour démarrer ses activités et dont le financement s'effectue dans la majorité des cas, par l'épargne individuelle ou fournie par le milieu familial puisque dans ce secteur, il est difficile d'obtenir des crédits.

Le secteur informel ne se souci pas du tout de la tenue d'une comptabilité régulière normalisée quand bien même ni qu'elle est tenue, celle-ci est d'une manière brutale. Dans ce secteur, la gestion du patrimoine investi des entreprises est à confondre avec la gestion du ménage de l'exploitant propriétaire. Les femmes sont des participants très actifs dans la plupart des secteurs informels urbains et ruraux. Dans le cadre de l'étude menée dans la Capitale Malagasy, presque la moitié des emplois urbains dans le secteur informel est occupée par des femmes, soit 47%. Elles sont surtout présentes dans la confection, la restauration et le commerce.

Section 2 : Autres caractéristiques

Si le secteur informel joue un rôle d'amortisseur de choc en temps de crise, il se caractérise, à Yaoundé comme à Antananarivo, par la très forte précarité des conditions de travail et des emplois créés : plus de 80% des activités informelles s'exercent dans des installations de fortune dépourvues d'accès aux principaux services publics (eau, électricité, téléphone).

En outre, la quasi-totalité des travailleurs employés ne bénéficie pas de protection sociale, seuls 10% sont salariés et plus de la moitié n'a aucun contrat avec les employeurs. Et il faut pas oublier que les individus qui s'exercent dans le secteur informel, se concentre pour la plupart, dans des établissements de petite taille, comme c'est le cas au Burundi où 80% des emplois proviennent d'unités de production de moins de 6 personnes et dont 31,6% sont des autos emplois.

Section 3 : Caractéristiques selon la Banque Mondiale^{13:}

Selon la B.M, le secteur informel se caractérise par :

- Le salaire médian d'un travailleur est de 17 USD par mois.
- 95% de la population occupée ne bénéficie pas d'une couverture sociale formelle (seulement 520 000 travailleurs sont inscrits à la caisse de Sécurité sociale).
- Un travailleur sur quatre est employé à temps partiel.
- 2/3 de la population en âge de travailler est sous-occupée ou à la recherche d'un emploi.¹⁴

Mais même si le secteur informel existe partout dans le monde, il peut avoir ces propres caractéristiques selon les pays dont il est question. Ainsi, par exemple le secteur informel latino-américain se caractérise par sa colonisation, par sa pauvreté, par son développement économique et technologique et par son importante urbanisation. En effet, les 2/3 des habitants de l'Amérique Latine vivent et travaillent dans le secteur informel.¹⁵

10-Economic Update 2012

14 -HERNANDO de Soto, 2001, p.24

15- ibid

Le secteur informel est très différent du secteur formel .Le tableau ci-dessous montre les caractéristiques des deux secteurs :

Tableau n° 1: Caractéristiques : Secteur structuré et Secteur informel

Caractéristiques	Secteur formel	Secteur informel
Barrières à l'entrée	Elevée	Négligeable
Technologie	A forte intensité de capital	A forte intensité de main d'œuvre
Gestion	Bureautique	Familiale
Capital	Abondant	Peu abondant
Heurs de travail	Régulières	Irrégulières
Emploi salarié	Normal	Rare
Stocks	Importants	Faibles
Prix	Souvent fixes	Souvent irréguliers
Services financiers	Banques	Personnels, informels
Relations avec la clientèle	impersonnelles	Personnelles
Couts fixes	Importants	Négligeables
Publicité	Nécessaire	Peu, voir absente
Subventions gouvernementales	Nécessaire	Peu, voir absente
Marché	Souvent exportation	Rarement d'exportation

Source : Tirée en partie de Milton Santos 179, page 39

Ce tableau montre l'étendue de la différence entre les deux secteurs et nous permet de mieux appréhender les caractéristiques du secteur informel. Mais maintenant tournons- nous sur les causes de la propagation du secteur informel.

Chapitre 3 : Les causes de la prolifération du secteur informel

D'après l'Organisation International du Travail (OIT), le nombre de chômeurs a presque atteint 202 millions dans le monde en 2013 et le chômage des jeunes est particulièrement préoccupant. Dans les pays en voie de développement, le secteur informel devient de plus en plus prospère et il est considéré comme un nouveau forme d'appauvrissement de la population . Les 2/3 des habitants de l'Amérique Latine vivent et travaillent dans le secteur informel.¹⁶

Se basant sur la définition de la 15^{ème} conférence des statisticiens du travail et dans une étude concernant une quinzaine de pays africains toutes régions confondues(Afrique du Nord, Afrique Sahélienne , Afrique Côtière, Afrique Centrale,...)J. CHARMES donne les estimations suivantes : le secteur informel représentait selon les pays 29% à 75% de la population active non agricole dans les années 1980. Dans les années 1990, ces taux sont passés à 25 voire 90%¹⁷ . Et selon le BIT, en Asie et dans les pays de l'ASEAN, on évalue à environ 60 - 70 % le volume d'emploi créer par ce secteur. Tout cela montre l'ampleur de ce phénomène d'où la nécessité de poser la question suivante :

Quels sont alors les origines de cet augmentation du secteur informel dans les pays en voie de développement ?

Section 1 : les crises économiques et politiques

Les pays qui ont un secteur informel important sont dans la majorité des cas, des pays qui connaissent des crises économiques et politiques les plus fréquents. En effet, dans les pays en voie de développement, la plupart des pays sont frappés par des crises qui entraine la fermeture des entreprises et donc une réduction des emplois dans le secteur formel.

Deux enquêtes, réalisées en 1993-1994 à Yaoundé et en 1995 à Antananarivo avec l'appui des services statistiques nationaux, révèlent que le marché du travail urbain

16 - HERNANDO de Soto, 2001, p.24

17- CHARMES, J., 1995, p.27

est particulièrement affecté par la crise économique. Dans la capitale du Cameroun, le taux de chômage atteint ainsi près de 25% en 1993. A Antananarivo, si le chômage est relativement faible (6% des actifs), le taux de sous-emploi (60% de la population active) et la part des inactifs ayant renoncé à chercher une activité (30%) faute de perspectives témoignent des difficultés économiques de la Grande Ile. Ce sont les jeunes qui paient le plus lourd tribut de la crise. A Yaoundé, 40% d'entre eux sont sans emploi et 12% à Antananarivo.

Cette situation pousse alors une partie de la population à entrer dans le secteur informel pour subvenir à leurs besoins et à celui de leur famille. Donc, la plupart des individus qui ont rejoint le secteur informel le font car ils ne peuvent pas trouver d'emploi ou lancer une entreprise dans le secteur formel. Les enquêtes de Yaoundé et d'Antananarivo confirment le rôle majeur du secteur informel dans l'économie urbaine : le secteur informel occupe près de 60% des actifs alors que les entreprises privées "enregistrées" emploient 28% de la main d'œuvre dans la capitale malgache et 14% dans celle du Cameroun.

Le développement du secteur informel est aussi une conséquence directe de chocs économiques exogènes qu'ont subit les économies africaines : passage d'une économie planifiée à une économie de marché, dévaluation du CFA¹⁸ en 1994,... Le développement du secteur informel est donc une conséquence majeure de ces crises économiques et sociales qui laisse aucun autre choix aux chômeurs que d'exercer dans l'informel.

Section 2 : Explosion démographique

Depuis de nombreuses années, les PED connaissent une forte croissance démographique qui ne cesse de s'accroître de jour en jour. Ainsi, nous illustrons

18 -Le franc CFA est la monnaie commune utilisé par l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) qui regroupe les huit pays francophones de l'Afrique de l'Ouest.

cela par l'exemple de l'Afrique qui aura franchi le cap symbolique d'un milliard d'habitants durant l'année 2009.

Sa croissance démographique est d'ors et déjà impressionnante : de cent trente trois (133) millions d'habitants en 1900 (8% de la population mondiale), elle atteint deux cent vingt cinq (225) millions en 1950 (8,8% de la population mondiale), sept cent soixante sept (767) millions en 1999 (12,8% de la population mondiale) et enfin un milliard en 2009 (14% de la population mondiale). Cette expansion démographique est loin d'être finie car l'Afrique connaît encore la plus forte fécondité au monde avec 4,6 enfants par femme contre 2,5 au niveau mondial.

Selon les projections à long terme des Nations Unies, le poids démographique de l'Afrique ne cessera de croître. Sa population devrait atteindre 2,3 milliards en 2050, soit 22,6 % des habitants de la planète. Cette croissance pour la seule région de l'Afrique sub-saharienne s'élevait à un taux annuel moyen de 2,5% sur la période de 1997 à 2006, ce qui la classe comme une des parties du monde les plus densément peuplée.

Pourtant, le taux de croissance démographique relativement élevé et la jeunesse de la population constituent à la fois une potentialité et un risque pour les pays. On est donc en présence d'une offre de travail qui est caractérisée par un afflux important d'offre de travail, une mauvaise qualité de cette offre et une insertion précoce des enfants sur le marché du travail.

Ainsi, l'insertion précoce des enfants sur le marché du travail est non négligeable. C'est le cas par exemple, à Madagascar en 2005, où plus de 10% de la population active ont entre 6 et 15 ans. En particulier, pour la région d'Androy, plus d'un quart de la main d'œuvre disponible sont des enfants qui va entraîner un déséquilibre entre demande et offre de travail puisque la demande n'arrive pas à suivre l'offre. Il a donc une augmentation de nombre de chômeurs qui vont conduire à l'expansion du secteur informel.

Section 3 : L'exode rural

Il est primordial de savoir qu'il existe un lien important entre accroissement démographique et exode rural. En effet, le poids démographique, pousse les jeunes à fuir leurs campagnes pour s'installer dans les villes et rechercher un emploi puisque dans le milieu rural, la vie est dure et l'insécurité règne. Dans cet environnement, la population rurale vive dans le minimum nécessaire avec un revenu de subsistance qui ne leur permet que de survivre.

Pour la plupart, d'entre eux la ville constitue un moyen idéal pour fuir ce mode de vie et c'est surtout les jeunes qui sont les plus attirés par la perspective de venir dans les villes. Dans ce sens, ils viennent dans les villes pour avoir un avenir meilleur mais la réalité est tout autre.

Selon les Nations Unies, en Afrique sub-saharienne, sur la période des années 1950 aux années 2000, la population urbaine a été multipliée par 10. Ainsi, la proportion de personnes habitant dans les villes atteignait 33% en 2000 contre 10% en 1950. A l'horizon 2025, le taux d'urbanisation en Afrique sub-saharienne devrait osciller entre 41,2 % et 66,6 %.

Ainsi, d'ici un peu moins de 30 ans, les urbains devraient être plus nombreux que les ruraux en Afrique, comme dans le reste du monde¹⁹. Face à l'augmentation de la population urbaine, les travaux ne suffisent plus et les migrants trouveront dans le secteur informel un moyen de survivre. Les taux continuellement élevés d'urbanisation ont engendré une augmentation sans précédent du secteur informel.

Section-4 : Le manque de qualification, de formation et la pauvreté

Le niveau d'éducation atteint joue un rôle important dans la probabilité d'avoir un emploi plus productif et mieux rémunéré. En effet, plus le niveau d'éducation d'un individu est faible plus il lui est difficile de trouver un emploi. De plus, le système de formation professionnelle qui doit assurer la formation initiale des jeunes est peu diversifié et répond de manière insatisfaisante aux

19 - Fanny Chauveau, 1998, pp.23-27

besoins du marché et face à cela on assiste à une manque de qualification de la main d'œuvre .

Pourtant, le manque de qualification peut être à l'origine de la prolifération du secteur informel. A Madagascar par exemple, la situation en matière de qualité de l'offre de travail est similaire aux faiblesses observées au niveau de nombreux pays africains, avec plus de 83% de la population active qui n'ont pas dépassé le niveau d'éducation primaire, et à peine 3% qui ont accédé à l'enseignement supérieur. Dans certaines régions du pays, (Androy, Ihorombe, Atsimo, Atsinanana), plus de la moitié de la main d'œuvre disponible n'a pas été scolarisée.

De ce fait, il s'avère très difficile de trouver un emploi, dans le secteur formel en particulier pour les nouveaux diplômés et les migrants qui n'ont aucun expériences , aucun qualifications dans le monde du travail. Cela constitue un handicap dans la mesure où les entreprises n'embauchent que des personnes expérimentés. En plus de cela, une grande partie de la population des pays en voie de développement ne savent ni écrire ni lire et cela peut constituer un véritable obstacle dans la recherche d'un emploi.

A Madagascar selon l'INSTAT, plus de 14% des jeunes sont sans instruction, près de 42% n'achèvent pas les classes de primaire et 6% seulement atteignent la fin des classes primaires. Ainsi, 34% des jeunes ne peuvent pas terminer les classes secondaires si 1,4% seulement arrivent à terminer ce cycle. Enfin, 2,3% des jeunes passent en classes supérieures.

Puis, en ce qui concerne la formation, il n'est pas à la portée de tout le monde puisque qu'une grande partie de la population des PED vivent dans la pauvreté. Selon l'édition 1997 du Rapport sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), près de 40% des 590 millions d'habitants de l'Afrique subsaharienne, soit 220 millions de personnes, sont en-dessous du seuil de pauvreté absolue. Selon les données fournies par « Abolissons la pauvreté» le portrait mondial de la pauvreté en 2007 est accablant. Non seulement la pauvreté décime-t-elle toujours des populations

entières, mais les organismes internationaux notent une aggravation généralisée du phénomène.

D'une manière général, la plupart de la population ont déjà beaucoup de mal à faire vivre leurs famille ,alors ils ne seront pas prêt à payer pour une formation même si cela peuvent les aider dans un avenir proche. Alors même, si il y a des postes disponibles le manque de qualification et de formation seront toujours un frein, d'où la seule possibilité est d'entrée dans le secteur informel pour avoir une chance de survivre.

Section 5 :L'existence d'un système administratif et légal contraignant et dissuasif

Dans les pays où le secteur informel est constamment en accroissement, l'environnement juridico- administratif incite les entrepreneurs à contourner les procédures légales et à fuir l'impôt, c'est à dire à développer leur activité en dehors du cadre légal. La complexité et la lenteur de la procédure administrative, le délais d'enregistrement sont parmi les raisons qui poussent les individus à entrer dans le secteur informel au détriment de secteur formel.

Pour obtenir, un statut légal les unités de productions doivent suivre certain démarche officiel. L'**encadré 1**(Annexe 1) suivant montre le parcours du combattant des PME Malagasy menant à l'enregistrement pour le cas de Madagascar depuis 1998 jusqu'aujourd'hui.

Le parcours se résume, donc, ainsi : tout d'abord, l'entrepreneur doit se déclarer auprès du Fokontany dans lequel son établissement est circonscrit. Puis, il est censé remplir une déclaration d'existence aux contributions et payer la patente, puis demander une carte statistique à l'INSTAT. Ensuite, il retourne aux contributions afin d'obtenir sa carte professionnelle (plus connus sous le nom de « carte rouge »), qui devrait être renouvelée chaque année et lui donnera la possibilité de se fournir chez les grossistes.

Enfin, il peut s'inscrire au registre du commerce, ce qui lui permettra de recourir au système judiciaire en cas de litige, et de se faire connaître en apparaissant au

journal officiel. Toutes ces différentes démarches montrent à quel point la procédure est complexe, ce qui décourage les entrepreneurs et les incite à poursuivre leur activité dans l'informel.

Pour résumer cette première partie, on peut dire que le secteur informel est devenu indispensable dans les PED depuis de nombreuses années puisque qu'il joue un rôle important dans l'économie de ces pays même s'il ralentie leur économie et les empêche d'avoir une croissance durable.

Dans cette deuxième partie, notre étude se basera sur Antananarivo la capitale de Madagascar et plus particulièrement le cas des petits commerces dans cette ville.

PARTIE 2 : LE SECTEUR INFORMEL A MADAGASCAR : Le cas du petit commerce dans l'agglomération d'Antananarivo

Depuis des décennies, le secteur informel se propage dans les pays en voie de développement notamment à Madagascar, qui ne se trouve pas épargner par ce phénomène, ainsi près de 2 280 500 unités de productions sont classées informelles en 2012 . Dans le pays, cet ensemble d'unités de production qui ne tient pas de comptabilité et qui n'est pas enregistré dans la statistique nationale s'avère de plus en plus pesant dans le PIB.

En effet, la valeur ajoutée créée par ces Unités de Productions Informelles(UPI) représente environ 24% du PIB, soit près de 4 840 Milliards MGA. En effet, sur le territoire Malgache ce secteur emploie un grand nombre de personne. Et en 2012, c'est l'épargne individuelle qui finance le capital informel à Madagascar pour plus de 95% de sa valeur.²⁰

De part, son importance dans le pays, il est nécessaire avant tout de connaître la place qu'occupe le petit commerce surtout dans la capitale et nous évoquerons aussi les catégories de petit commerce et les caractéristiques pour chaque catégorie dans le chapitre deux. Après dans le chapitre trois nous parlerons des causes de l'augmentation de ce type de commerce à Antananarivo et enfin dans la dernière chapitre, nous présenterons les conséquences de celui-ci dans cette capitale.

20- INSTAT/DSM-PNUD-BIT, ENEMPSI 2012

Chapitre1 : la place du petit commerce à Antananarivo

A Madagascar, le secteur informel est entièrement tourné vers le marché intérieur et a pour principal débouché la satisfaction des besoins des ménages, notamment en biens de consommation courante (alimentation, habillement) et en services. Les créations d'emploi dans ce secteur entretiennent les liens familiaux et le « fihavanana »²¹ si chers aux malgaches, ce qui pourrait améliorer l'ambiance au travail, la tolérance, les respects mutuels entre employés, et donc le bonheur de chacun. La mobilisation de la main-d'œuvre familiale est très importante dans le secteur informel, et le salariat y reste toujours très rare. Le « taux de salarisation »²² ne dépasse pas 15 % depuis 1995.

La Banque mondiale avait déjà reconnu la nette contribution de l'informel dans le maintien du PIB malgache, miné pourtant par une crise sans précédent, et ce, depuis 2009. En seulement 12 mois de crise, le secteur a déjà enregistré une hausse de 13% dans la Grande île, a indiqué l'institution financière en 2010, déduisant que si l'économie du pays a su résister autant à la crise, c'est surtout grâce à l'informel.

Comme le secteur informel occupe une place très important dans l'économie du pays ce sont les commerces informels qui contribuent le plus à cette activité informelle .En effet, ces commerces occupent 69 % du CA total, 45 % de la production totale et 46 % de la VA totale du secteur informel.

Dans les rues d'Antananarivo (Andravoangy, Analakely, Isotry,...) le petit commerce se propage en transformant l'aspect des quartiers. Il apparait comme la solution la plus facile et la plus efficace que la population à trouver pour survivre après les crises que le pays a connu (crise de 1972, de 2002,...). Les activités de ce commerce peut être exercer sans problème majeur et le lieu d'exercice doit être dans la capitale si nécessaire .Ce commerce occupe une bonne partie de la population , que l'économie urbaine ne peut plus se concevoir sans lui et dont la finalité de la majorité est la satisfaction des besoins du ménage.

21 - Solidarité constituant parmi les valeurs fondamentales de la société et la philosophie malgache.

22 - Taux de salarisation = nombre de salariés / nombre total d'employés

Le petit commerce est une source d'emploi ouverte à tout le monde et n'a pas besoin d'un capital élevé pour fonctionner ni de compétences spécifiques. En 2004, la rémunération mensuelle moyenne, calculée sur l'ensemble des actifs du secteur informel (patrons, travailleurs à propre compte, salariés, aides familiales, etc.), est de 547 000 Fmg. Elle est inférieure au salaire moyen dans le secteur public, mais largement supérieur au salaire moyen dans le secteur privé formel.

Ce sont les commerces informels qui contribuent le plus à l'activité du secteur informel. En effet, en 2012 elles contribuent pour 69% au chiffre d'affaire total, pour 45% à la production totale et pour 45,5% à la valeur ajoutée (VA) totale du secteur informel.²³

Dans la ville d'Antananarivo, le petit commerce peut se localiser n'importe où :

- **le long des trottoirs** : Beaucoup de commerçant vendent leurs produits le long des trottoirs.
- **sur les étalages ambulants** : les marchands ambulants, les colporteurs vont de quartiers en quartier, voire même de marché en marché, emmenant avec eux une souk de marchandises diverses et La grande majorité des commerçants se déplacent à pieds.
- **sur l'installation à même le sol** : L'installation à même le sol traduit la précarité des activités de certain petit commerce et l'insuffisance de fonds du commerçant.
- **A proximité de nombreux établissements d'intérêt public** : Les vendeurs s'installent bien entendu là où se trouvent leurs clients, que ce soit à proximité des écoles, des hôpitaux, des lycées et collèges confessionnels, ou que ce soit près des arrêts de bus, ...

Si tel est l'importance du petit commerce dans la capitale malgache, qu'en est-il des catégories et des caractéristiques de celui-ci.

23 - INSTAT/DSM-PNUD-BIT, ENEMPSI 2012

Chapitre 2 : les catégories du petit commerce et ses caractéristiques

Le petit commerce est en grande partie informel. Il prolifère et transforme l'aspect de la capitale et des quartiers. Dans le petit commerce, les travailleurs ne bénéficient d'aucune sécurité de l'emploi, avec des conditions de travail qui sont dures. Le revenu tiré de cette activité est faible. Parmi les activités du petit commerce on distingue :

Section 1 : Le commerce de « fruits » et de « légumes »

Le commerce de « fruits » et de « légumes » est une activité de distribution. Ce commerce est le plus ouvert et il est considéré comme un mode de vie. C'est une activité qui ne nécessite pas de qualification particulière, ni un capital considérable, ni des formations spéciales et ce sont les femmes qui sont les plus nombreuses dans ce commerce.

Les travailleurs dans cette activité se sont arrêtés pour la plupart dans l'enseignement primaire et c'est la profession commerçante où l'on peut rencontrer des analphabètes. L'apprentissage de ce métier s'est fait au près des parents. Le commerce des légumes passe à travers un système de colporteurs. À la différence des fruits, la commercialisation des légumes ne se fait pas seulement à travers les systèmes artisanaux marchands, mais également à travers les systèmes domestiques.

Ceux qui exercent le commerce de fruit et légume peuvent être :

- ❖ **Patentés** : ils exercent sur les marchés et les patentes leur donne le droit d'occuper une place réservée sur les aires de marché. Ce sont les détaillants des marchés communaux d'Analakely par exemple.
- ❖ **Non patentés** : ils exercent en dehors d'un marché déterminé c'est-à-dire sur les trottoirs ou sur les bords de rues.

Les vendeurs de fruits et légumes se situent en bas de l'échelle dans les hiérarchies des commerces d'approvisionnements et pourtant, ils sont les plus optimistes.

Section 2 : Les gargotes

Le commerce de « gargote » est une activité de distribution dont l'emprise de la famille est plus faible que dans d'autres catégories. Ce commerce peut s'exercer dans un locale, dans un stand ou sur un place du marché. Cette activité implique des outils de travail et des hommes spécialisés. Les horaires de travail dépendent de la clientèle et l'accès à ce métier n'est pas facile.

A Analakely des places sont réservés aux gargotes de jour, d'autres places aux gargotes de nuit. Le capital utilisé est beaucoup plus important que celui des commerçants de fruit et légumes. Les horaires de travail dépendent des lieux d'activité et la clientèle visée. S'il s'agit des commerces de quartiers, les horaires sont souples tandis que les horaires des commerces de marchés sont plus restreints. Les approvisionnements sont quotidiens du fait que les marchandises sont censées être écoulées dans la journée. Les lieux d'approvisionnement sont généralement les marchés les plus proches et ceux d'Isotry et d'Analakely sont les plus importants du fait de leur position centrale dans la ville.

Section 3 : Les boucheries

Le boucherie c'est une activité qui ne peut pas être occasionnel et nécessite un apprentissage. La boucherie est une activité matinale car l'approvisionnement à l'abattoir se fait à 4 heures du matin. Personne ne songe à être boucher sans posséder un local. Ce commerce est exercé en général par les hommes et où ils sont les plus instruits. Les bouchers possèdent donc un niveau d'instruction plus élevé. Le commerce de viande est très réglementé.

Section 4 : Les combustibles

Le commerce de « combustible » comprend essentiellement le commerce de charbon de bois qui est le combustible le plus utilisé à Antananarivo. Ce commerce se pratique un peu partout dans les quartiers. La demande de charbon de bois étant localisé au lieu de la résidence, ce commerce s'intensifie dans l'espace des quartiers. Le gaz étant hors portée pour la majorité des ménages.

En effet, avec la récente augmentation du prix du gaz à la fin de l'année 2014, les consommateurs préfèrent rester, ou retourner au charbon, moins cher et qui peut être acheté en détails. En effet, 73% des ménages de la capitale utilisent le charbon de bois comme combustible pour la cuisson, contre un peu plus de 26% pour le bois.

Section 5 : Le commerce des appareils électroniques et informatiques

Il s'est beaucoup développé depuis quelque année et comprend essentiellement le commerce de téléphone, d'ordinateur d'appareils et accessoires de multimédia (mp3, mp4, pmp, appareil photo, casques, écouteurs, speakers...), des matériels et accessoires informatiques tel que les disques durs, ram, flash disc, fiche jack, ainsi que le commerce d'appareils électroménagers. Concernant le niveau d'instruction, il ressort de l'étude que la majorité des acteurs a atteint le niveau secondaire.

Après avoir pu parler de la réalité de ce petit commerce dans la capitale, on va se pencher sur les causes de ce petit commerce.

Chapitre 3 : les causes de l'augmentation du petit commerce dans la capitale malgache

A Antananarivo, le petit commerce est pratiquement devenu indissociable de la vie urbaine, cela peut être expliqué par la prépondérance de ce commerce d'où l'importance de savoir l'origine de la prolifération de celui-ci.

Section 1 : Les crises économiques

Depuis de longues années, Madagascar a été secoué par de nombreuses crises consécutives qui ont perturbé l'économie du pays. La crise politique qui a frappé le pays en 2009 et pendant près de cinq ans a eu pour conséquence la destruction du tiers des emplois dans le secteur formel, 400 000 emplois détruits, et aujourd'hui, plus de huit Malgaches sur dix travaillent dans le secteur informel.

Au fait, de 2009 en 2013, en l'espace seulement de trois ans, 336 000 employés malgaches, majoritairement des employés de zones franches, ont perdu leurs emplois. En outre, avec la croissance démographique, de l'ordre de 3,6% depuis les années 1990, l'augmentation du nombre de personnes qui entrent dans le secteur informel surtout dans le petit commerce ne cesse de s'accroître. En effet, bon nombre d'entre eux s'orientent sur le petit commerce, un secteur majoritairement marqué par l'informel.

Et, les familles marginalisées par les crises de l'économie formelle développent des activités productives pour assurer leur survie dans un cadre plus approprié : le cadre familial. Ainsi, le petit commerce se présente comme étant la solution plus efficace pour ces familles dans la mesure où il n'a pas besoin de beaucoup de fonds pour être exercé.

Section 2 : Le chômage

Le développement du chômage urbain, est une conséquence logique de la crise économique et politique de 2009. Puis suite à la suppression de l'AGOA, ce phénomène s'est vu amplifié. A Madagascar, le taux de chômage s'accroît avec le niveau d'instruction : les universitaires sont les plus touchés avec un taux de chômage de 4,9 % contre 0,5 % pour les individus « sans instruction ».

Même ceux qui ont choisi la formation technique ne sont pas épargnés : le taux de chômage est de 4,5 %. Et pour faire face à cela, les chômeurs vont monter

dans les villes pour la plupart à Antananarivo car ils penseront avoir plus de chance de trouver un emploi dans la capitale .

Le sous-emploi qui pousse de nombreux individus plus particulièrement les paysans à migrer définitivement dans la capitale (c'est l'exode rurale) aggrave ainsi le chômage. Mais les emplois ne suffisent pas à faire travailler les chômeurs. ils vont donc se tourner vers le secteur informel dont la plupart dans le petit commerce étant donnée la facilité d'accès de ce dernier d'où la prolifération du petit commerce dans la capitale.

Le taux de chômage à Madagascar est faible et cela est dû à la forte croissance du chômage déguisé localisé surtout dans le milieu urbain. Dans le pays, les chômeurs déguisés représentent 20 % des inactifs. Un peu plus de la moitié d'entre eux habitent en milieu rural (60 %). Le taux de chômage déguisé est plus important chez les femmes (9,2 %) que chez les hommes (6,9 %). Les femmes représentent 55 % des chômeurs déguisés. Les chômeurs déguisés sont principalement des jeunes : la moitié à moins de 29 ans. Ainsi, dans la capitale, il en ait de même d'où l'augmentation des activités informelles donc du petit commerce.

Section 3 : La pauvreté et l'exode rurale

La migration contribue également à l'expansion de l'économie informelle. Bien que dans les pays en développement l'agriculture représente encore un secteur clé de l'économie, la chute des prix agricoles continue à inciter les gens à émigrer vers les villes à la recherche de meilleurs emplois. Mais l'économie formelle ne parvient pas à absorber ce flux de travailleurs migrants. Ils s'agglutinent alors dans les quartiers les plus pauvres en cherchant à développer une activité quelque peu rémunératrice.

Dans les pays comme Madagascar surtout dans la capitale, la pauvreté est effet, un phénomène qui touche une bonne partie de la population. Une population jeune, à dominante rurale, est la caractéristique de la démographie qui détermine le marché de l'emploi à Madagascar ; cependant, cette population est pauvre puisque le taux de pauvreté en milieu rural où se trouve 85% de la population totale est passé de 74,5% à 76% de 1993 à 1999.

Et comme l'affirme ABDOU TOURE : « Si les petit métiers n'existaient pas, il faudrait les inventer, car les milliers de démunis qui n'auraient pas accès aux structures moderne de distribution de bien et services seraient immanquablement à l'origine d'une explosion sociale »²⁴. Cela explique le nombre incessant de commerçant qui ne cesse d'augmenter de jours en jours dans le pays.

Section 4 : Les faiblesses de la formation professionnelle à Madagascar

L'inadéquation entre l'offre et la demande de travail à Madagascar est due à un curriculum scolaire inadapté qui ne répond pas aux exigences de ce marché. En outre, la formation continue et professionnelle n'est qu'embryonnaire alors qu'elle est essentielle pour assurer l'adaptation des travailleurs aux exigences du monde de travail.

La formation ne doit donc pas s'arrêter à la sortie de l'école mais doit se poursuivre tout le long du parcours professionnel. Malheureusement, la formation est très cher notamment pour ceux qui exercent dans l'informel qui n'ont pas les moyens financiers pour former leurs employés²⁵. Le manque d'initiatives pour le développement du « capital humain »²⁶ est attribué à plusieurs raisons, dont principalement :

- le manque de programmes de formation et d'institutions adéquats,
- le manque de structure d'appui au financement des formations,
- les problèmes de coûts d'opportunité des formations.

Après avoir parler des causes de la prolifération du petit commerce, nous évoquerons les conséquences de ce dernier.

24 -TOURE Abdou in « Les petits métiers à Abidjan : l'imagination au secours de la conjoncture », Edition KARTHALA, 1989, p.97

25 -In Banque Mondial-Promouvoir l'emploi : au-delà des promesses pour une stratégie active et maîtrisée

26 -De manière conventionnelle, le capital humain désigne l'ensemble des connaissances et des capacités qui sont nécessaires dans la vie et pour le travail.

Chapitre 4 : Conséquences de ce petit commerce dans la capitale

Dans un pays comme Madagascar, le secteur informel absorbe les forces de travail que le secteur formel n'arrive pas à absorber. Dans la capitale en effet, à chaque coin de rue on trouve des personnes qui exercent le métier de commerçant. Face à l'augmentation croissante de cette activité, nous allons aborder les conséquences d'une telle réalité.

Section 1 : Au niveau de l'emploi

Depuis quelques années, le petit commerce est devenu la première activité, qui absorbe le plus de force de travail qui n'a pas réussi à trouver un emploi dans le secteur formel. De ce fait, le nombre des commerçants ne cessent d'augmenter (exemple : dans les rues de Mahamasina, Isotry,...) . Cet activité est le seul débouché, où les jeunes peuvent trouver un emploi à mi-temps pendant les périodes de vacance.

Le petit commerce peut aussi être utiliser par les ménages, pour compenser le revenu qu'il tire du secteur formel : il donne alors un revenu supplémentaire aux ménages pour les aider à satisfaire leurs besoins. D'une manière général, le petit commerce est donc un source d'emploi pour la catégorie de la population la plus pauvre et dans ce sens, joue alors, un rôle de lutte contre la pauvreté.

Après avoir vu l'impact du petit commerce sur l'emploi, nous allons parler de son impact sur la fiscalité.

Section 2 : An niveau de la fiscalité

Les activités commerciales sont informels, dans le sens où ils ne sont pas déclaré et donc ne paient pas d'impôt. Par définition, l'impôt est l'expression d'une contrainte et la tentation est grande de résister à toute contrainte. Il est alors évident, qu'il y a un forme d'évasion fiscale qui pose le problème de l'incapacité de l'Etat, à pouvoir satisfaire les besoins de la collectivité.

En effet, le secteur informel et plus précisément le petit commerce ne contribue presque pas aux recettes fiscales. L'estimation de la Banque Mondiale de la perte de recettes fiscales liée à l'évasion fiscale du secteur informel représente entre 3 à 10 % du PIB en Afrique centrale et de l'Ouest.

En effet, l'accroissement de la taille du secteur informel en Afrique pose le problème de la capacité des Etats à disposer des recettes fiscales nécessaires pour répondre aux énormes défis de développement. Ainsi, pour couvrir ces dépenses l'Etat va augmenter l'impôt des autres agents économique. Une partie de la population va donc payer plus d'impôt que d'autre alors que cela aurait pu être évité si tout le monde avait payer leurs impôt.

Selon LAFFER « trop d'impôt tue l'impôt » cela signifie qu'à un certain taux d'imposition, le contribuable sera inciter à ne pas payer ces impôts.

En exerçant les activités commerciales, les commerçants trouvent dans celui-ci un moyen de fuir l'impôt. Mais quels sont alors les conséquences de ces activités sur le plan social ?

Section 3 : Sur le plan social

La négligence du secteur informel et principalement du petit commerce peut coûter très chère au niveau social pour diverses raisons. Tout d'abord, ce secteur est le premier pourvoyeur d'emplois qui absorbe l'offre de travail en forte croissance surtout en milieu rural. La création d'emplois y est relativement facile et un nombre important d'individus, qui étaient sans emplois et considéré comme un fardeau pour la société auparavant, est devenu acteur du développement. Le développement des activités non agricoles en milieu rural peut atténuer l'exode rural et diminuer l'inégalité en milieu urbain.

En offrant un emploi au plus pauvre de la société, le petit commerce contribue à la diminution de la pauvreté et constitue par la même occasion l'unique moyen de survie pour de nombreuses famille. Mais pour garder leurs clientèles en n'augmentant pas leur prix, les commerçants et surtout ceux dans l'alimentation vont réduire la qualité de leur produits en achetant des produits

de moindre qualité pour diminuer leur coût de production. Dans ce sens, il vont mettre en danger la santé des consommateurs. En agissant ainsi, ils mettent en danger leur propre emplois et leurs propre perspectives d'avenir.

A Antananarivo, le petit commerce surtout , celui des appareils électroniques et informatiques, peut offrir les mêmes produits que vendent les magasins, mais à un prix plus abordable pour la population .Dans ce sens , il contribue à l'amélioration des besoins des ménages et donc de leur condition de vie mais d'un autre point de vue, met en danger le travail de ceux qui s'exerce dans le secteur formel.

De plus, la commercialisation des produits à bas prix (qu'ils proviennent du secteur formel nationale ou de l'extérieur) constitue un facteur de blocage au développement des industries informelles. Ainsi, la vente de friperies met durement à l'épreuve les artisans de la confection par exemple.

Dans l'informel, les travailleurs ne disposent d'aucun sécurité sociale , ni d'un revenu stable .Dans ce sens, ils se trouvent défavorisés par rapport à ceux qui travail dans le secteur formel et travail dans des condition très dure avec un revenu de subsistance .

Dans la majorité des cas, le petit commerce à Antananarivo se localise le plus souvent le long des trottoirs, engendrant ainsi des embouteillage qui peuvent duré des dizaine de minute ou plus. Cette réalité peut entrainer des conséquences négatives pour la population Tananarivienne, dans la mesure où il fait augmenter le nombre d'accident de circulation dans la ville et par la même occasion le taux de mortalité de la capitale.

CONCLUSION

Entre les années 50 et 80, l'Afrique s'est distinguée par un boom démographique inversement proportionnel à la croissance économique. Au cours de la même période, la population urbaine s'élevait au rythme de 6% par an et celle des villes périphériques de 10% alors que l'accroissement des emplois offerts dans le secteur formel ou secteur moderne ne représentait que 2%. Très vite, la demande d'emplois est apparue supérieure à l'offre d'où l'apparition du secteur informel.

Dans les années 70, le secteur informel a pris de l'ampleur au point de concurrencer le secteur formel. Dans la plupart des pays en développement, les emplois ont été créés en grande partie dans l'économie informelle, où est employée en moyenne près de 60 % de la population active. Au cours des dernières décennies, l'économie mondiale a connu une croissance rapide.

Cette croissance a été en partie alimentée par la progression encore plus rapide du commerce international, mais dans certain pays cette croissance ne s'est pas traduite par une amélioration des conditions de travail et des niveaux de vies. Et dans la plupart des PED, les emplois ont été créés en grande partie dans l'économie informelle.

Ainsi, le secteur informel occupe aujourd'hui une grande place dans les économies des pays en développement. Avant 1985, les institutions internationales voyaient surtout dans l'économie informelle le lieu de développement de stratégie de survie. Mais depuis lors, l'appauvrissement urbain, le sous-emploi massif et les catastrophes sociales qui accompagnent les politiques d'« ajustement structurel »(PAS) dans les pays du tiers monde ont eu tendance à faire de l'économie informelle la solution à tous les problèmes sociaux.

Pour un pays comme Madagascar, en définitive, c'est l'incapacité de l'Etat à répondre aux besoins fondamentaux de la population dans les domaines de l'emploi, de la santé, du logement et de l'éducation qui est à l'origine de la prolifération du secteur informel.

En effet, le secteur informel est devenu « une éponge propre à absorber tous ceux qui ne peuvent pas trouver des emplois ailleurs, de nature à assurer une vie à peu près décente aux nombreux demandeurs d'emplois qui arrivent sur le marché du travail ».

Le développement du secteur informel aussi est une réaction face à la faillite du circuit économie formelle dans les PED. On peut même penser que la crise économique mondiale renforce le poids de l'informel en raison des pertes d'emplois affectant les autres secteurs d'activité économique.

A Madagascar, le niveau du chômage est relativement faible. Cela est dû principalement à la prédominance de l'activité agricole et du secteur informel où, la plupart du temps, la libre entrée est respectée. Le développement du chômage urbain, conséquence logique de la crise économique et politique et suite à la suppression de l'AGO, s'est accompagné de l'essor du secteur informel à Madagascar.

Pour survivre, la majorité des malgaches ont choisi de se tourner vers les petits commerces, un secteur encore fortement marqué par l'informel. Et il suffit de faire un bref détour des rues de la capitale pour constater cette réalité. A Antananarivo, cet activité prend beaucoup plus d'ampleur. Il suffit d'arpenter, de jour ou de nuit, tous les coins et recoins de la rue, des quartiers, des marchés populaires, ... de la capitale pour le constater. Et il touche davantage, les jeunes qui représentent la majorité de la population malgache et n'écarte même pas les diplômés, sortants des Universités publiques, des Instituts privés et des Grandes écoles.

D'un côté, le petit commerce a des apports non seulement au niveau social mais aussi au niveau économique, comme amortisseur et régulateur de crise, un concurrent très sérieux pour le secteur formel. Néanmoins, de l'autre côté, il engendre des problèmes, tout d'abord de manque à gagner à l'Etat, et il comporte des inconvénients sur les droits humains (condition de travail très précaire).

De part ces conséquences dans la capitale, le petit commerce représente une chance et un fléau pour de nombreuses personnes. Malgré les obstacles rencontrés par les acteurs informels, ces derniers sont plus optimistes concernant l'avenir. Dans cette mesure,

quelles sont alors les solutions que l'Etat peut envisager pour formaliser non seulement le petit commerce mais aussi le secteur informel en entier ?

BIBLIOGRAPHIE

➤ Ouvrages et manuels :

- DITEND, Y., La dimension économique de l'emploi dans les PED cas de la République Démocratique du Congo, Ed. P.U.L, Kinshasa, 2001.
- LAUTIER Bruno, MIRAS Claude, « L'Etat et l'informel », L'Harmattan, Paris, 1991, 211p. ;
- LAUTIER Bruno, « L'économie informelle dans le Tiers-Monde », édition La découverte, 1994 ;
- PEEMANS J.P., Crise de modernisation et pratiques populaires au zaïre et en Afrique, Paris, L'Harmattan, 1997.
- SAMUELSON P. A., Macroéconomie, les éditions d'organisation, Paris, 1987.
- TOURE Abdou, « Les petits métiers à Abidjan : l'imagination au secours de la conjoncture », Edition : KARTHALA, 1985 ;
- TREILLET S., « L'économie de développement : de Bandoeng à la mondialisation », Ed. Armand Colin, Coll. CIRCA, Paris 2005, 210 p. ;

➤ Revues, publications et autres:

- CHARMES, J.» Emploi, informatisation, marginalisation: l'Afrique dans la crise et sous ajustement 1975-1995 », contribution au séminaire de Royaumont, 22-24 mai 1995, mars 1995
- HERNANDO de Soto, « Il faut légaliser l'économie informelle », Courrier International, n°551 du 23 au 30 Mai 2001.
- INSEE, Novembre 1989, « Economie et statistique », WILLARD Jean-Charles, Volume 226, N°226, pp 35-51 ;
- INSTAT, second trimestre 1995 (octobre 95), « La consommation et le rôle de secteur informel dans la satisfaction des besoins des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo », enquête 1- 2-3 premiers résultats de la phase 3 ;
- INSTAT, 1999, « Emploi, chômage et la condition d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo », enquête sur l'emploi ;

- INSTAT, 2003, « Genre, développement humain et pauvreté », Rapport national sur le développement humain Madagascar, EPM 2001 à 2005 ;
- INSTAT - DIAL - IRD, Juillet 2004, « Dynamique du secteur informel dans l'agglomération d'Antananarivo : 1995-2001 », enquête 1-2-3 ;
- LAFFER A., « Trop d'impôt tue l'impôt », Science et vie économique, N° 7, Paris, Juin 1985 ;
- MAG/82/011, « Le développement du secteur informel à Antananarivo et ses conséquences urbanistiques », Février 1985 ;
- OIT, Mars 2001, « 90^{ème} session de la conférence internationale du travail » ;
- PNUD, 1985, « Le développement du secteur informel à Tananarive, et ses conséquences urbanistiques », PAPARSON E., POURCET G., ABETSITOTA T., Tananarive, 204 p. ;
- PROJET MADIO, Décembre 1998, « Le secteur dans l'agglomération de Tananarive : performances, insertions et perspectives », Enquête 1-2-3 : 1ers résultats de la phase 2 ;
- PROJET MADIO, Décembre 2001, « Le secteur informel dans l'agglomération d'Antananarivo », enquête 1-2-3, 57 p. ;

➤ **Webographie:**

- INSEE : www.insee.fr ;
- INSTAT : www.INSTAT.mg ;
- MADAGASCAR TRIBUNE : www.madagascar-tribune.com

➤ **Autres documents :**

- BARTHELEMY Philippe, « Le secteur informel urbain dans le pays en développement », 1998, p.60 ;
- LACHAUD J. P. et Col., « Recherche sur les activités du secteur informel au Cameroun : l'exemple d' Yaoundé », Bordeaux, Université Bordeaux I. Centre d'Economie de développement, 1979 ;

- ISTEEBU, Les chiffres clés de l'économie du Burundi, Bujumbura, Mai 2008.

TABLE DE MATIERES

REMERCIEMENT.....	i
SOMMAIRE.....	ii
LISTE DES ACRONYMES.....	iii
INTRODUCTION.....	1
PARTIE1: CONSIDERATION GENERALE DU SECTEUR INFORMEL 5	
Chapitre 1 : LES CONCEPTS CLEFS	6
Section 1 : Le secteur informel	6
Section 2 : le chômage.....	7
Section 3 : Le marché de travail.....	9
Section 4 :L'économie informelle	10
Section 5 : Le développement	12
Chapitre 2 : Les caractéristiques du secteur informel	13
Chapitre 3 : Les causes de la prolifération du secteur informel	17
Section 1 : les crises économiques et politiques.....	17
Section 2 : Explosion démographique	18
Section 3 : L'exode rural	20
Section-4 : Le manque de qualification, de formation et la pauvreté.....	20
Section 5 :L'existence d'un système administratif et légal contraignant et dissuasif.....	22
PARTIE 2 : LE SECTEUR INFORMEL A MADAGASCAR : Le cas du petit commerce dans l'agglomération d'Antananarivo	
Erreur ! Signet non défini.	
Chapitre1 : la place du petit commerce à Antananarivo	25
Chapitre 2 : les catégories du petit commerce et ses caractéristiques	27
Section 1 : Le commerce de « fruits » et de « légume ».....	27
Section 2 : Les gargotes	28
Section 3 : Les boucheries	28
Section 4 : Les combustibles.....	29
Section 5 : Le commerce des appareils électroniques et informatiques.....	29
Chapitre 3 : les causes de l'augmentation du petit commerce dans la capitale malgache....	30
Section 1 : Les crises économiques.....	30
Section 2 : Le chômage	30

Section 3 : La pauvreté et l'exode rurale.....	31
Section 4 : Les faiblesses de la formation professionnelle à Madagascar	32
Chapitre 4 : Conséquences de ce petit commerce dans la capitale.....	33
Section 1 : Au niveau de l'emploi.....	33
Section 2 : Au niveau de la fiscalité.....	33
Section 3 : Sur le plan social.....	34
CONCLUSION	36

BIBLIOGRAPHIE

ANNEXE 1

Encadré 1

Le parcours du combattant des PME menant à l'enregistrement :

Voici les différentes étapes du parcours que les PME doivent suivre pour être en règle vis-à-vis de la loi :

➤ **Déclaration et enregistrement fiscal :**

- ✓ **Lieu** : Le Bureau des Contributions Directes à Faravohitra ;
- ✓ **Document nécessaire** : Un certificat de résidence, une présentation de pièces d'identités, un formulaire de déclaration de patente ;
- ✓ **Pièce délivrée** : Un établissement de la taxe professionnelle sur le formulaire de déclaration de patente visé, une mission du rôle de patente ;
- ✓ **Délai de délivrance des pièces** : Une ½ journée théorique.

➤ **Paiement de la patente :**

- ✓ **Lieu** : La perception principale dont dépend le siège social ;
- ✓ **Document nécessaire** : Un formulaire de déclaration de patente enregistrée à présenter (pour vérification); un rôle des patentes ;
- ✓ **Pièces délivrées** : Une quittance de paiement ;
- ✓ **Délai de délivrance des pièces** : Une ½ journée théorique.

✓ **Immatriculation statistique :**

- ✓ **Lieu** : L'INSTAT à Anosy ;
- ✓ **Document nécessaire** : Un formulaire de déclaration de patente enregistrée à présenter (pour vérification) ; une photocopie certifiée conforme d'une pièce d'identité du créateur, une quittance de paiement de la patente ;
- ✓ **Pièces délivrées** : Une carte statistique, un numéro statistique ;
- ✓ **Délai de délivrance des pièces** : Une ½ journée théorique.

Immatriculation fiscale :

- ✓ **Lieu** : La CFPE à Amparibe ;
- ✓ **Document nécessaire** : Un numéro statistique, un formulaire pour l'immatriculation ;
- ✓ **Pièces délivrées** : Une attestation d'immatriculation fiscale ; un numéro d'identification fiscale ;
- ✓ **Délai de délivrance des pièces** : 2 jours au moins.

➤ **Délivrance de la carte professionnelle :**

- ✓ **Lieu** : Le Bureau de Contributions Directes à Faravohitra ;
- ✓ **Document nécessaire** : Une carte statistique, un numéro d'identification fiscale, une quittance de paiement de la patente ;
- ✓ **Pièces délivrées** : Une carte professionnelle ;
- ✓ **Délai de délivrance des pièces** : 2 jours théoriques.

L'estimation du temps nécessaire aux démarches est largement théorique .Il suppose une parfaite connaissance des circuits administratif, généralement opaque pour la plupart des micros entrepreneurs. D'ailleurs, un certain membre de cabinets de conseils se sont spécialisés dans la prise en charge des formalités .Ce service nécessite de 15 jours à un mois pour un coût variant entre 1,5 et 2,5 millions de fmg, une somme hors de portée des opérateurs informels.

Source : Economie de Madagascar, n°3, Octobre Encadré 1

Auteur : RASOLOHERY Mialihalisoa Lucas

Titre : « Le secteur informel : cas du petit commerce dans l'agglomération d'Antananarivo à Madagascar »

Nombres de pages : 38

Tableau : 1

Figure : 0

Annexe : 1

Adresse de l'auteur : Lot II A 105 Bis NANISANA

Contact : 0330570771

RESUME

Depuis de nombreuses années, la place qu'occupe le secteur informel dans les pays en développement ne cesse d'augmenter allant jusqu'à concurrencer le secteur formel. Madagascar n'est pas épargné dans ce fléau (près de 2 280 500 unités de productions sont classées informelles en 2012¹). Le secteur informel est un phénomène résultant de l'exode rural et de l'incapacité du secteur formel à absorber le surplus de main-d'œuvre, celle-ci, en surnombre, ne pouvant trouver d'emploi dans le secteur moderne et luttant pour sa survie, doit se trouver une occupation qui lui assure un revenu.

Le présent thème intitulé : Le secteur informel à Madagascar : Le petit commerce dans l'agglomération d'Antananarivo » a pour objectif de montrer l'ampleur du secteur informel surtout du petit commerce sur l'économie et la population des pays concernés par ce phénomène qui ne cesse de se proliférer.

Mots clés : secteur informel, création d'emploi, chômage, exode rural, petit commerce, pauvreté, crises économiques

Encadreur : Monsieur RAKOTOARISON Rado Zoherilaza